

## Vu de France : témoignage sur une singulière généalogie

Cécile Vast

Tout regard est un point de vue et une distance. La proposition faite par Nico Wouters de « jeter un regard sur le cas belge » depuis la longue historiographie française de la Seconde Guerre mondiale m'a surprise et un peu déconcertée. Le CegeSoma fête ses 50 ans et la recherche scientifique sur le dernier conflit mondial en Belgique et en Europe ses 75 ans. Comment une historienne formée au tournant des XX<sup>ème</sup> et XXI<sup>ème</sup> siècles peut-elle légitimement et sans péril s'engager dans un tel exercice? Un pas de côté devrait peut-être aider à affronter cette étrange sensation de vertige temporel... Une fois n'est pas coutume, c'est par l'anecdote subjective et le témoignage personnel que j'aime-rai discuter l'analyse suggérée par Nico Wouters.

Il y a un peu moins d'une dizaine d'années, alors que nous tentions avec quelques jeunes docteurs et doctorants spécialistes de la Résistance et de la répression, de créer une structure d'échanges, de discussion et de partage<sup>1</sup>, un chercheur confirmé que l'initiative intriguait nous taquinait ainsi : « en somme, vous êtes un peu les petits-enfants d'Henri Michel! » Il est vrai que notre première publication collective avait été accueillie par la revue *Guerres mondiales et conflits contemporains*, fondée en 1950 par Henri Michel sous le nom de *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, et que l'historien qui l'avait facilitée n'était autre que François Marcot, dont le premier ouvrage, *La Résistance dans le Jura*, avait été préfacée en 1985 par le même Henri Michel<sup>2</sup>. Il est vrai aussi que depuis quelques années déjà il n'existait plus de lieux de connaissance susceptibles d'accueillir les travaux de la jeune

recherche sur la période. Nos aînés partaient en retraite et leurs postes universitaires n'étaient pas renouvelés. Derrière la boutade — Henri Michel représentait alors une historiographie classique et très datée, pour ne pas dire dépassée — l'observation malicieuse faisait mouche. Il existe bel et bien une généalogie de chercheurs de la Seconde Guerre mondiale qui relie dans le temps long (75 ans) trois générations successives. « Petits-enfants » d'Henri Michel, secrétaire général du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (CHDGM) jusqu'en 1978, nous serions donc aussi, en toute logique, les « enfants » de quelques correspondants départementaux du CHDGM absorbé en 1980 par l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP)?

Je me garderais bien d'affirmer pour ma propre génération ce qui, au fond, ne relève sans doute que d'une expérience très personnelle. Étudiante en histoire à l'université de Besançon au début des années 1990, j'ai commencé mes recherches sur la Résistance dans un contexte de profond renouvellement historiographique que portaient alors, outre mon professeur François Marcot, Pierre Laborie — dont j'ai suivi le séminaire sur « La construction de l'événement. Une histoire sociale de la réception, XX<sup>ème</sup> siècle » à l'École des hautes études en sciences sociales<sup>3</sup> —, Jean-Marie Guillon, Jacqueline Sainclivier, Christian Bougeard, Robert Frank, Claire Andrieu, Denis Peschanski, José Gotovitch, Laurent Douzou, etc. J'ai littéralement baigné dans cette effervescence intellectuelle et j'en ai été très profondément nourrie, imprégnée, marquée. Jeune « témoin » de cette dynamique scientifique, j'ai beaucoup appris en allant écouter les interventions ou en lisant les pré-actes et les actes des colloques « La Résistance et les Français » organisés entre 1993 et 1997 à Toulouse, Rennes, Bruxelles, Besançon,

1. Les principaux résultats des travaux de ce groupe de recherches que nous avons appelé Centre d'histoire et de recherche sur la Résistance (CH2R) ont été regroupés dans deux publications : « Histoire de la résistance : nouveaux chercheurs, nouveaux apports » in *Guerres mondiales et conflits contemporains* nr. 242, avril 2011 et JULIEN BLANC et CÉCILE VAST (eds.), *Chercheurs en Résistance. Pistes et outils à l'usage des historiens*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

2. FRANÇOIS MARCOT, *La Résistance dans le Jura*, Besançon, Cêtre, 1985.

3. PIERRE LABORIE, *Penser l'événement. 1940-1945*, Gallimard, 2019.

Cachan, Aix-en-Provence<sup>4</sup>. J'ai participé, toujours comme témoin et observatrice, à toutes les réunions de travail du *Dictionnaire historique de la Résistance* publié en 2006<sup>5</sup>. Laurent Douzou, Jean-Marie Guillon, Harry Roderick Kedward, Pierre Laborie et François Marcot ont été membres de mon jury de thèse<sup>6</sup>. Généalogie revendiquée donc, conditions d'apprentissage idéales, héritage fort, mais aussi poste d'observation privilégié pour saisir — et parfois les vivre — quelques évolutions majeures dans l'écriture de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Je n'en retiendrais qu'une avant de revenir plus précisément sur les remarques formulées par Nico Wouters à propos de l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale en Belgique depuis 75 ans. Je me souviens d'un repas partagé à Besançon, un soir de janvier 2010, autour de Raymond Aubrac, avec François Marcot et quelques ami(e)s. Les banalités de la conversation ordinaire ont très vite cédé la place, au cours de la soirée, aux réminiscences encore vives de la table-ronde organisée dans les locaux du journal *Libération* le 19 mai 1997. Ce jour-là, Lucie et Raymond Aubrac ont été, à leur demande, interrogés par des historiens sur leur action dans la Résistance et sur les écarts entre leurs récits et ce que les documents révélaient. J'en avais alors beaucoup entendu parler. Deux ans avant sa mort survenue le 10 avril 2012, Raymond Aubrac continuait à l'évoquer très longuement. Je ne sais s'il existe un épisode équivalent dans l'historiographie belge. Les conditions éprouvantes dans lesquelles s'était déroulée cette table-ronde ont sans conteste marqué une rupture historiographique et institu-

tionnelle<sup>7</sup>. Le petit groupe de chercheurs à l'initiative des colloques « La Résistance et les Français » avaient alors cosigné une tribune collective qui en appelait à quelques principes de base du métier d'historien<sup>8</sup>. « *Il y a une certaine naïveté de la part des historiens, écrivaient-ils — naïveté feinte à n'en point douter — à découvrir qu'un témoin n'est qu'un témoin, avec les défaillances et les reconstructions de sa mémoire, avec l'usage du faux pensé comme vrai, avec les variations dans son jeu de vérité* »<sup>9</sup>. Au-delà des évidences répétées sur la nécessaire distinction entre histoire et mémoire ou entre vérité et fidélité, cette table-ronde a constitué un véritable événement épistémologique. La mise en perspective de ses écueils méthodologiques a permis en retour de développer un travail de réflexion sur les logiques propres du témoignage ouvert aux apports d'autres sciences sociales. Ainsi, la littérature ou l'ethnologie peuvent par exemple aider à appréhender le témoignage comme un récit construit avec ses structures narratives spécifiques. « *Nous savons aujourd'hui que son intérêt se trouve ailleurs. Les choses se compliquent encore du fait que l'intérêt n'est pas de savoir si le vrai est vrai, mais de comprendre pourquoi ce 'vrai'-là, qui est parfois faux, est ressenti comme vrai par celui qui veut le faire passer comme tel* »<sup>10</sup>.

Cette évolution renvoie à l'une des principales remarques conclusives de Nico Wouters. À la différence des historiens belges José Gotovitch ou Albert De Jonghe, qui ont mené une bonne partie de leurs recherches sur l'Occupation dans une position d'« outsiders », les historiens français ont bénéficié depuis les années 1950 du soutien logis-

4. « La Résistance et les Français. Nouvelles approches », in *Les Cahiers de l'IHTP*, nr. 37, décembre 1997.

5. FRANÇOIS MARCOT (ed.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont, 2006.

6. *L'identité de la Résistance. Être résistant de l'Occupation à l'après-guerre*, Payot, 2010.

7. Voir : LAURENT DOUZOU, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Seuil, 2005 et PIERRE LABORIE, *Le chagrin et le venin. Occupation. Résistance. Idées reçues*, Gallimard, 2014.

8. *Libération*, 25 juillet 1997. Tribune de : CLAIRE ANDRIEU, CHRISTIAN BOUGEARD, LAURENT DOUZOU, ROBERT FRANK, JEAN-MARIE GUILLON, PIERRE LABORIE, FRANÇOIS MARCOT, ROBERT MENCHERINI, DENIS PESCHANSKI, JACQUELINE SAINCLIVIER, SERGE WOLIKOW, « Cette table ronde est tout le contraire d'une "leçon d'histoire". Si elle en était une, elle serait détestable bien au-delà du cas des Aubrac ».

9. *Libération*, 25 juillet 1997

10. PHILIPPE ARTIÈRES, ARLETTE FARGE, PIERRE LABORIE, « Témoignage et récit historique » in *Sociétés & Représentations*, nr. 13, 2002, p. 199-206.

tique et formel d'institutions telles que le Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), le Comité d'histoire de la Seconde guerre mondiale puis l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP). Cette génération de chercheurs a pu par ailleurs trouver un prolongement scientifique solide grâce à un recrutement massif dans de nombreuses universités. Tout en conservant une certaine fidélité à des institutions qui leur ont bien souvent facilité l'accès à des archives encore muselées, ils ont su renouveler les questionnements et ouvrir la compréhension des phénomènes de la Seconde Guerre mondiale à l'histoire des mentalités et des représentations ou aux approches sociales et culturelles. Mais des ruptures et des divergences interprétatives de fond révélées notamment par la table-ronde autour des époux Aubrac, le choix de recentrer l'étude sur Vichy en laissant à la marge les phénomènes de résistance, ou l'intérêt scientifique porté à d'autres thèmes de recherche, ont changé la donne et ont fini par faire disparaître le cadre institutionnel. C'est là sans doute l'une des principales dissemblances avec la situation belge. Par ailleurs, à la différence d'une histoire de la Grande Guerre animée ces dernières années par des débats scientifiques relayés dans les revues universitaires spécialisées, l'histoire de l'Occupation et de la Résistance ne parvient pas à bénéficier d'une lisibilité comparable.

La situation est plus que paradoxale. Soixante-quinze ans après, le souvenir et les commé-

morations du dernier conflit mondial semblent témoigner d'une forte présence de son histoire. On pourrait se réjouir de la place importante que ces événements occupent encore aujourd'hui dans la production éditoriale ou dans les médias. Mais cette présence, qui n'échappe ni aux simplifications ni aux tentatives d'instrumentalisations politiques, est une présence en trompe-l'œil. Elle cache mal la très grande discrétion de cette histoire dans les perspectives de recherche universitaires, autant en termes de transmission des connaissances qu'en termes de reconnaissance scientifique et institutionnelle. Les mêmes jugements convenus et souvent schématiques sur le rôle de la Résistance ou sur les comportements des Français sous l'occupation allemande persistent, en dépit du renouvellement épistémologique et des efforts entrepris depuis plus de trente ans pour repenser des discours installés. En Belgique comme en France, l'écart croissant entre les avancées de la recherche historique et la longue persistance des idées reçues sur la période de la Seconde Guerre mondiale ne cesse de questionner le rôle de l'historien dans la construction du rapport au passé. Cette tension, qui perdure depuis la fin des années 1970, bouscule les frontières ordinaires de la discipline. Elle amène à redéfinir en permanence les contours du métier d'historien. Place des témoins, usages et enjeux de mémoire, fictions et vecteurs de la transmission sont autant de phénomènes qui portent sur un passé toujours aussi présent des discours parfois très éloignés du savoir.

*Cécile Vast est docteur en histoire, chercheur associé au Laboratoire de recherches historiques Rhône-Alpes (LARHRA – UMR CNRS 5190). Elle est l'auteur de *L'identité de la Résistance. Être résistant de l'Occupation à l'après-guerre* (Payot, 2010), et de *La Résistance en France (1940-1944)* (Milan, 2013). Elle a codirigé avec Julien Blanc l'ouvrage collectif *Chercheurs en Résistance. Pistes et outils à l'usage des historiens* (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014) et édité le livre posthume de Pierre Laborie, *Penser l'événement. 1940-1945* (Gallimard, Folio-histoire, 2019).*